

Rapport mensuel / 31.12.2025

## Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

**L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.**

### Évolution du marché

Le mois de décembre a été marqué par des tendances variées; les actifs risqués ont affiché de bons résultats dans un contexte de faible liquidité typique d'une fin d'année. La Réserve fédérale américaine (Fed) a réduit ses taux de 25 points de base (pb), à 3,5 % à 3,75 %, conformément aux attentes, bien que cette décision n'ait pas été prise à l'unanimité du comité. Deux membres ont voté pour le maintien des taux et un (Stephen Miran) s'est prononcé en faveur d'une diminution de 50 pb. Le marché a interprété cette décision comme une baisse à caractère restrictif et s'attend désormais à une probable pause jusqu'en avril. Aux États-Unis, le marché du travail reste morose; le taux de chômage est passé de 4,4 % en septembre à 4,6 % en novembre. Le nombre d'emplois hors secteur agricole a diminué de 41 000 en octobre et en novembre. Du côté positif, l'inflation en glissement annuel est tombée à 2,7 % et l'inflation sous-jacente à 2,6 %, des taux inférieurs aux prévisions dans les deux cas et en baisse par rapport aux 3,0 % enregistrés au mois de septembre. Les rendements américains à 10 ans ont augmenté de 15 pb, terminant l'année à 4,2 %. En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu ses taux inchangés, comme prévu. Elle devrait selon nous rester sur cette position en 2026, même si certains signes pointent vers une baisse, les données préliminaires de décembre indiquant que l'inflation pourrait être inférieure aux prévisions.

Le mois de décembre a réservé de bonnes surprises économiques (indices Citi) dans le monde entier, excepté en Chine. Sur le plan de l'inflation, elles ont été généralement négatives (inférieures aux prévisions), à l'exception de la zone euro où l'inflation a dépassé les prévisions, et de l'Amérique latine, où elle a été neutre. Les actions mondiales (MSCI World) ont progressé de 0,7 % au cours du mois, terminant l'année en hausse de 19,5 %. Les actions européennes (Stoxx 600) et celles des marchés émergents (MSCI EM) ont enregistré des performances supérieures, gagnant 2,7 % dans chaque cas et terminant l'année en hausse respectivement de 16,7 % et 30,6 %. Le dollar US (indice DXY) a reculé de 1,1 % dans un contexte de politiques monétaires divergentes. Les matières premières ont affiché des résultats mitigés; les métaux industriels (indice Bloomberg) ont augmenté de 6,1 % en décembre et de 16,4 % sur

l'année, tirés par le cuivre (+11,0 % sur le mois, +41,7 % en 2025). Les métaux précieux ont considérablement progressé, l'or affichant une hausse de 64,7 % en 2025. Dans le même temps, le pétrole brut Brent a reculé de 3,7 % en décembre et de 18,5 % sur l'année en raison d'une offre mondiale excédentaire dans un contexte de forte croissance de la production hors OPEP.

Les indices obligataires des marchés émergents ont continué à afficher de bonnes performances en décembre.

Les obligations souveraines en monnaies fortes des marchés émergents (indice EMBIG diversified) ont gagné 0,7 % en décembre, terminant l'année en hausse de 14,3 %, leur meilleure performance depuis 2019. Les obligations à haut rendement (HY) ont affiché un gain de 1,4 %, tandis que les obligations investment grade (IG) sont restées stables (0,0 %). L'Afrique a enregistré les gains régionaux les plus élevés, avec une progression de 2,4 %, tandis que le Moyen-Orient et l'Asie sont restés stables. Sur l'année, les obligations HY ont progressé de 18,3 % et les obligations souveraines IG ont enregistré un rendement de 10,4 %.

Les dix obligations souveraines les plus performantes du mois et de l'année provenaient toutes de marchés frontières. Les obligations libanaises en défaut ont enregistré les gains mensuels les plus élevés (+4,9 %) et se sont classées au deuxième rang en termes de rendement en 2025 (78,5 %). Le gouvernement libanais a présenté le projet de loi sur la restructuration bancaire et approuvé le projet de loi sur la répartition des pertes financières, deux textes cruciaux pour résoudre la crise des banques et de la dette souveraine. Toutefois, ces lois sont considérées comme favorisant le lobby bancaire, ce qui pourrait accroître les dettes du secteur public. Les obligations camerounaises (+4,8 %) ont enregistré de bonnes performances, vraisemblablement grâce à la réduction de l'incertitude politique après les élections pacifiques d'octobre et aux valorisations attractives malgré la faiblesse des prix du pétrole. Les obligations kenyanes (+4,7 %) se sont classées en troisième position, les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) devant reprendre en janvier 2026. L'Argentine et la Côte d'Ivoire (toutes deux +4,2 %) ont également enregistré de bonnes performances. Le Congrès argentin a approuvé le budget 2026, le premier voté sous la présidence de Javier Milei, qui gouvernait jusqu'à

présent sur la base du budget 2023, fortement dilué par l'inflation. Le nouveau budget maintient un objectif de déficit zéro, en prévoyant des coupes compensatoires dans les dépenses tout en intégrant des charges supplémentaires liées aux universités et aux prestations pour invalidité. La banque centrale a assoupli les règles de dépréciation afin d'aligner cette dernière sur l'inflation mensuelle, empêchant ainsi une nouvelle appréciation réelle. L'Argentine a réussi une opération de mise en pension (repo) de 3 milliards USD pour contribuer au remboursement de 4,3 milliards USD de dette extérieure à court terme ce mois-ci. La Côte d'Ivoire a mené à bien la cinquième revue du programme du FMI et devrait maintenir, en 2026, un déficit budgétaire de 3 %, une croissance du PIB supérieure à 6 % et une inflation inférieure à 2 %, comme en 2025.

En décembre 2025, les titres souverains des marchés émergents ont continué de bénéficier de hausses de leur notation financière. La Côte d'Ivoire figurait parmi les six pays émergents dont la notation a été relevée, obtenant ainsi son troisième BB. Le Paraguay et Oman ont obtenu respectivement leur deuxième et troisième notation financière IG. Les notations de la Jamaïque (Ba3), de l'Argentine (CCC+) et de l'Ukraine (CCC) ont également été rehaussées. En revanche, Fitch a rétrogradé la Colombie (BB) et le Gabon (CCC-) en raison de l'évolution négative de leur situation budgétaire. Les obligations vénézuéliennes en défaut ont fait un bond de près de 30 % au début du mois de janvier après que les États-Unis ont capturé l'ancien président Nicolás Maduro dans le cadre d'une opération militaire spéciale. Les prix des obligations avaient déjà presque doublé (+98,5 %) en 2025, dans un contexte d'anticipation d'une action agressive des États-Unis sous l'administration du président Donald Trump. La vice-présidente Delcy Rodriguez a pris la présidence, tandis que le cercle rapproché de Maduro reste au pouvoir. Bien que Trump affirme que les États-Unis dirigent le pays, ces propos semblent exagérés. Les États-Unis devraient influencer les politiques en matière de pétrole, de lutte contre le trafic de drogue et de migration. Une transition progressive vers la démocratie est attendue d'ici deux ans, bien que l'incertitude reste élevée.

Le Sénégal (-5,2 %) est le pays souverain qui a affiché les moins bons résultats en décembre. La demande dans le cadre d'une offre d'obligations régionales au milieu du mois a été faible et a suscité des inquiétudes quant à la capacité du pays à s'en sortir. Cependant, fin décembre, le Sénégal a émis avec succès environ un milliard USD d'obligations régionales de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à des rendements inférieurs à 7 %. Les obligations ont rebondi en janvier, dans un contexte marqué par l'annonce de négociations en cours avec le FMI et le projet du gouvernement d'augmenter les recettes fiscales afin d'éviter une restructuration de la dette.

Le Pérou (-1,5 %) s'est classé au deuxième rang des mauvaises performances, en partie en raison de la chute des obligations quasi souveraines de Petroperu, suite à des rumeurs de restructuration de la dette que la société a démenties. Le 31 décembre, le gouvernement a annoncé son intention de scinder les actifs de Petroperu et de procéder à une privatisation partielle. Ce processus, supervisé par ProInversión, vise à préserver les opérations et à donner la priorité au service de la dette en utilisant les flux de trésorerie générés par les

actifs. Toutefois, l'opposition a rédigé une motion de censure à l'encontre de la ministre des Finances au sujet de cette proposition, risquant ainsi sa révocation et l'annulation du plan.

Les obligations IG à long terme de la Malaisie, des Émirats arabes unis, de l'Uruguay, de la Pologne et de l'Arabie saoudite ont enregistré de légères pertes au mois de décembre en raison de la hausse des rendements des bons du Trésor américain.

### Revue du portefeuille

Le risque de crédit moyen du portefeuille est resté stable. De manière générale, nous avons réalloué une partie de notre exposition de l'Afrique vers l'Europe. Nous avons encore réduit nos positions dans les émetteurs notés B tout en augmentant notre exposition aux obligations notées CCC. Nous avons renforcé notre exposition au Mexique grâce à des investissements dans des obligations souveraines et des obligations émises par Petroleos Mexicanos, la société d'État pétrolière et gazière. De plus, nous avons pris une position sur des obligations émises par une fintech kazakhe. Nous avons accru notre exposition aux Émirats arabes unis par le biais d'obligations quasi souveraines d'Abou Dabi et d'obligations de l'émirat de Sharjah. Nous avons également acheté des obligations souveraines de Pologne et de Bulgarie. En Argentine, nous avons augmenté notre exposition en transférant une partie de nos positions en obligations de droit international vers des obligations de droit local afin de tirer parti d'un différentiel de rendement attractif. Nous avons rehaussé notre exposition à la Colombie avec des obligations souveraines et des obligations d'Ecopetrol, la société d'État pétrolière et gazière. En Afrique, nous avons réduit notre exposition à la Côte d'Ivoire, au Maroc, au Nigeria et à l'Afrique du Sud. Nous sommes passés à des obligations gabonaises à durée plus courte, tout en faisant l'inverse au Cameroun. Nous avons diminué notre exposition aux obligations d'entreprises du secteur brésilien des services pétroliers et à un établissement financier saoudien. Au niveau des titres supranationaux, nous avons remplacé les obligations d'Africa Finance Corporation par des obligations de la Banque ouest-africaine de développement.

### Analyse de la performance

En décembre, le fonds a inscrit une performance légèrement inférieure à celle de son indice de référence (-0,01 %), clôturant l'année avec une performance absolue de 14,87 % et une surperformance de 0,57 % par rapport à son indice (résultat net, classe d'actions I). La répartition géographique a eu un impact légèrement positif sur la performance relative, tandis que la sélection des obligations a eu un effet neutre. Les surpondérations de l'Argentine, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire ont contribué positivement à la performance, freinée par la sous-pondération de l'Égypte, du Nigeria et du Panama. La position surpondérée dans la société d'État pétrolière et gazière péruvienne Petroleos del Perú a nuí à la performance relative, car les prix de ses obligations ont baissé en raison de l'incertitude entourant une éventuelle réorganisation évoquée par le gouvernement. Le fonds a reçu un paiement spécial au titre de ses obligations souveraines de la Grenade, subordonnées aux recettes fiscales générées par le programme de citoyenneté par l'investissement du gouvernement. Les obligations Acelen, l'exploitant de la raffinerie

de Mataripe au Brésil détenue par Mubadala, le fonds souverain d'Abou Dabi, ont également contribué positivement à la performance relative. Les obligations quasi souveraines d'Arabie saoudite ont également tiré la performance vers le haut.

### Perspectives

Nous continuons de penser que les actifs risqués, y compris les titres obligataires des marchés émergents, devraient enregistrer de bons résultats en 2026. Bien que les valorisations soient moins intéressantes qu'il y a six mois, plusieurs facteurs nous incitent à l'optimisme. Les incertitudes commerciales se sont apaisées, la plupart des accords étant désormais en place. De plus, les droits de douane ont atteint un pic et les accords encore en cours de négociation ont de fortes chances d'aboutir ou de bénéficier d'exemptions américaines, comme dans le cas du Brésil. Si l'économie américaine ralentit, les risques de récession semblent relativement faibles, et un rebond au second semestre 2026 est possible, à mesure que l'économie s'adapte à la hausse des droits de douane. Il est peu probable que le durcissement de la doctrine Monroe par l'administration Trump déclenche un épisode d'aversion au risque, car il vise principalement des petits États comme le Venezuela, le Liban, l'Iran et Cuba, et devrait éviter la confrontation directe avec des puissances majeures telles que la Chine. Un tel épisode n'est pas improbable mais ne justifie pas, selon nous, de réduire le risque à ce stade.

En 2026, les relèvements de notations des titres souverains des marchés émergents et la reprise des afflux de capitaux vers cette classe d'actifs devraient, selon nous, continuer de soutenir les obligations en monnaies fortes des marchés

émergents, comme cela a été observé au second semestre 2025. Au quatrième trimestre 2025, ces tendances se sont accélérées, entraînant une nouvelle compression des spreads, en particulier parmi les titres souverains faiblement notés et dont les notations ont fait l'objet du plus grand nombre de révisions à la hausse. Rien qu'au quatrième trimestre, 16 titres souverains de référence ont bénéficié d'un relèvement de leur notation de crédit, certains par plusieurs agences, tandis que trois seulement ont été rétrogradés. Il s'agit du plus grand nombre de rehaussements nets en un seul trimestre depuis plus de dix ans.

L'afflux de capitaux vers les marchés obligataires émergents, qui ont été l'un des principaux moteurs de performance de 2025, devrait se poursuivre tout au long de 2026. Les obligations des marchés émergents ont attiré 31,8 milliards USD en 2025, contre des sorties de capitaux de 27,1 milliards USD en 2024. Toutefois, cette classe d'actifs avait subi des sorties de capitaux de 30,7 milliards USD en 2023 et de 90 milliards USD en 2022. Ces chiffres indiquent que les allocations mondiales aux titres obligataires des marchés émergents restent bien en deçà de leurs niveaux historiques, laissant présager un potentiel de croissance additionnel et une demande soutenue. Du côté de l'offre, les besoins nets de financement des États devraient reculer en 2026, entraînant une diminution des émissions brutes, tandis que l'offre nette d'obligations d'entreprises devrait demeurer négative pour la cinquième année consécutive. Nous estimons ainsi que l'environnement est favorable, tant sur le plan macroéconomique mondial et des fondamentaux des marchés émergents que sur le plan des facteurs techniques.

### Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
ISIN	LU0926439729
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
Date de lancement	15.5.2013

### Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	0.7%	0.7%	2024	13.8%	6.5%
YTD	14.9%	14.3%	2023	14.3%	11.1%
1 an	14.9%	14.3%	2022	-19.9%	-17.8%
3 ans p.a.	14.3%	10.6%	2021	1.0%	-1.8%
5 ans p.a.	3.9%	1.8%	2020	1.4%	5.3%
10 ans p.a.	5.7%	4.4%	2019	14.8%	15.0%
ITD p.a.	4.5%	3.7%	2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%
			2015	-0.3%	1.2%

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

### Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les obligations CoCo comportent des risques significatifs, notamment le risque d'annulation des versements de coupons, d'inversion de la structure du capital et de prolongation de leur échéance.
- Les produits dérivés s'accompagnent de risques d'évaluation et opérationnels et d'un effet de levier important, lequel amplifie les gains, mais aussi les pertes. Les produits dérivés de gré à gré encourent les risques de contrepartie correspondants.
- Les titres adossés à des actifs ou des créances hypothécaires (ABS/MBS) ainsi que leurs créances sous-jacentes sont souvent opaques. Le compartiment peut en outre être exposé à un risque de crédit et/ou de remboursement anticipé accru.
- Les titres en difficulté (distressed) comportent un risque de crédit et de liquidité importants ainsi qu'un risque juridique. Dans le pire des cas, ils peuvent entraîner la perte totale du capital investi.
- Les qualités de crédit faibles comportent un risque plus élevé que l'émetteur n'honore pas ses obligations. La valeur du placement peut baisser si la note de crédit de l'émetteur se dégrade.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site [vontobel.com/sfdr](http://vontobel.com/sfdr).

### Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs

qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique.

### La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : [lu\\_pwc.gfd.facsvs@pwc.com](mailto:lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com), [gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/](http://gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/) en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Aülestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am). Vous trouverez

un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: [vontobel.com/vamsa-investor-information](http://vontobel.com/vamsa-investor-information). Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

**Danemark:** Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande:** Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous référer au Document d'Information Clé (DIC). **l'Irlande:** Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie:** Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: [clientrela-tion.it@vontobel.com](mailto:clientrela-tion.it@vontobel.com). **Pays-Bas:** Le fonds et ses sous-fonds sont inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège:** Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid. **Suède:** Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique

européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF ou la télécharger sur notre site Internet [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am).

Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site [am.vontobel.com/terms-of-licenses](http://am.vontobel.com/terms-of-licenses). Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG  
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich  
Switzerland  
T +41 58 283 71 11  
[info@vontobel.com](mailto:info@vontobel.com) | [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am)